



3

PRÉFET DES HAUTS-DE-SEINE

Arrêté préfectoral DRE n°2015-100 du 2 juin 2015, portant mise en demeure de respecter les conditions 22-1, 22-2, 32, et 34 de mon arrêté du 8 mars 2005 portant sur la réglementation de l'entrepôt soumis à autorisation sous la rubrique 1510, l'article 24 de l'arrêté ministériel du 5 août 2002 relatif à la prévention des sinistres dans les entrepôts couverts, la condition 2-4-1 de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 29 mai 2000 relatif à la rubrique n°2925, applicables aux installations classées pour la protection de l'Environnement que la SCI Gennevilliers Logistics Investments exploite dans le bâtiment A situé au 97/129, rue du Moulin de Cage à GENNEVILLIERS.



LE PREFET DES HAUTS-DE-SEINE,
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR,
CHEVALIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE,

Vu le Code de l'Environnement, en particulier ses articles L.171-6, L.171-8, L.172-1, L.511-1 et L.514-5,

Vu l'arrêté préfectoral du 8 mars 2005 réglementant l'activité d'entreposage du bâtiment A de la société FONCIERE EUROPE LOGISTIQUE située au 97/129, rue du Moulin de Cage à Gennevilliers classable sous les rubriques 1510/1 (Autorisation) 2910/A/2 et 2925 (Déclaration) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

Vu le courrier de la SCI Gennevilliers Logistics Investments en date du 23 juillet 2013, par lequel elle a déclaré succéder à la société Foncière Europe dans l'exploitation du bâtiment A situé au 97/129, rue du Moulin de Cage à Gennevilliers,

Vu le rapport de Monsieur le Directeur Régional et Interdépartemental de l'Environnement et de l'Energie en Ile-de-France en date du 20 avril 2015 qui a constaté, au cours d'une visite d'inspection réalisée le 9 avril 2015, l'existence de cinq non-conformités notables et a proposé pour trois d'entre elles, portant sur le non respect de prescriptions, de mettre en demeure la SCI Gennevilliers Logistics Investments de remédier aux manquements constatés suivants :

Non-conformité notable 3 : Contrairement à la condition 22-2 de l'arrêté préfectoral du 8 mars 2005 et de l'article 24 de l'arrêté ministériel du 5 août 2002, les portes-coupe feu ne font pas l'objet d'une vérification annuelle,

Non-conformité notable 4 : contrairement à la condition 32 de l'arrêté préfectoral du 8 mars 2005, les cellules occupées par la CAT, STP et NOUVELLE ATTITUDE, présentent des stockages de matières combustibles en masse à proximité immédiate des parois,

Non-conformité notable 5 : contrairement aux conditions 22-1 et 34 de l'arrêté préfectoral du 8 mars 2005, la charge des accumulateurs n'est pas effectuée dans des ateliers conformes à l'arrêté ministériel du 29 mai 2000, en particulier la condition 2-4-1 de l'annexe I.

Vu le rapport de l'inspecteur de l'environnement transmis à l'exploitant par courrier en date du 20 avril 2015, conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement, informant l'exploitant qu'il était proposé à son encontre un arrêté préfectoral de mise en demeure et l'invitant à présenter s'il le souhaitait des observations dans un délai de 15 jours,

Vu l'absence de réponse de l'exploitant à la transmission du rapport susvisé ;

Considérant que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la SCI Gennevilliers Logistics Investments, de respecter les conditions 22-1, 22-2, 32, 34 de mon arrêté du 8 mars 2005 et l'article 24 de l'arrêté ministériel du 5 août 2002, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Sur proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture des Hauts-de-Seine,

ARRETE

Article 1^{er}

La SCI Gennevilliers Logistics Investments, représentée par Monsieur Jérôme DELAUNAY en qualité de directeur de l'Asset Management, dont le siège social est situé Cœur Défense –tour B – La Défense 4 100, esplanade du général de gaulle LA DEFENSE Cedex, **est mise en demeure, dans un délai de 3 mois**, à compter de la notification du présent arrêté et pour l'exploitation de l'entrepôt A situé au 97/129, rue du moulin de Cage à Gennevilliers, de respecter les conditions d'exploitation imposées, en application de l'article L. 171-8-I du code de l'environnement, à savoir :

- la condition 22-2 de mon arrêté du 8 mars 2005 et l'article 24 de l'arrêté ministériel du 5 août 2002 relatif à la prévention des sinistres dans les entrepôts couverts soumis à autorisation sous la rubrique 1510, en procédant à la vérification annuelle des portes coupe feu,
- la condition 32 de mon arrêté du 8 mars 2005, en veillant à ce que les stockages de matières combustibles en masse ne soient pas réalisés à proximité des parois,
- les conditions 22-1 et 34 de mon arrêté du 8 mars 2005 et la condition 2-4-1 de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 29 mai 2000 relatif à la rubrique 2925 (ateliers de charge d'accumulateurs) afin que la charge des accumulateurs soit effectuée dans des ateliers conformes à l'arrêté ministériel du 29 mai 2000, en particulier la condition 2-4-1 de l'annexe I et de ne pas être à proximité immédiate des stocks de matières combustibles.

Article 2

Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1^{er} ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 3 - Délais et voies de recours

Recours contentieux :

En application de l'article L514-6 du Code de l'Environnement, le demandeur ou l'exploitant a la possibilité, dans un délai de deux mois suivant la notification de la présente décision, d'effectuer un recours devant le Tribunal Administratif de Cergy-Pontoise 2/4, boulevard de l'Hautil BP 30322 - 95027 CERGY-PONTOISE Cedex.

Les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, ont la possibilité d'effectuer un recours contre la présente décision devant le Tribunal Administratif de Cergy-Pontoise, dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de cette décision.

Recours non contentieux :

Dans le même délai de deux mois, le demandeur a la possibilité d'effectuer :

- soit un recours gracieux devant l'autorité qui a signé la présente décision : Monsieur le Préfet des Hauts-de-Seine 167, avenue Joliot-Curie 92013 Nanterre Cedex.
- soit un recours hiérarchique auprès de Madame la Ministre de l'Ecologie, du Développement Durable et de l'Energie - Grande Arche - Tour Pascal A et B - 92055 La Défense Cedex.

Le silence gardé par l'administration sur un recours gracieux ou hiérarchique pendant plus de deux mois à compter de la date de réception de ce recours fera naître une décision implicite de rejet qu'il sera possible de contester devant le tribunal administratif de Cergy-Pontoise.

Article 4

Une ampliation du présent arrêté sera déposée à la Mairie de GENNEVILLIERS et pourra y être consultée.

Une ampliation du présent arrêté devra être affichée :

- à la Mairie de GENNEVILLIERS, au lieu accoutumé, pendant une durée minimale d'un mois ;
- de façon visible et permanente sur les lieux de l'installation, par les soins de l'exploitant.

Un avis sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture des Hauts-de-Seine.

Article 5

Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture des Hauts-de-Seine, Monsieur le Maire de GENNEVILLIERS, Monsieur le Chef de l'Unité territoriale de Hauts-de-Seine de la Direction régionale et interdépartementale de l'Environnement et de l'Energie en Ile-de-France, Monsieur le Directeur Territorial de la Sécurité de Proximité, sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Nanterre, le 2 juin 2015

Le Préfet,
Pour le Préfet, et par délégation,

Le Secrétaire Général

Christian POUGET

